

Dans le flot des commentaires qui ont accompagné et suivi le mouvement de novembre-décembre, deux thèmes ont occupé une place de choix. Le premier a porté sur la responsabilité des «élites» politiques et économiques, sur le fossé creusé entre elles et la société du fait de l'importance acquise par la technocratie, dont le caractère est particulièrement accentué en France du fait du recrutement par les «grandes écoles» et l'organisation en réseaux de solidarité de «grands corps» ; enfin sur le déficit de préparation et «d'explications» des mesures constitutives du plan Juppé avant son lancement. Le second thème a concerné le lien entre le plan Juppé et «l'Europe», le traité de Maastricht, les critères de convergence.

## Les «Etats-unis socialistes d'Europe» : un mot d'ordre qu'il faut chercher

Qu'ils traitent l'un ou l'autre de ces deux thèmes, l'un des objectifs des journalistes et des experts «sonnants et trébuchants» auxquels la parole a été donnée, était de tenter d'occulter le potentiel fondamentalement antigouvernemental et anticapitaliste des grèves et des manifestations. Des deux thèmes, le second est certainement la plus pernicieux dans ses implications et dans les prolongements politiques qu'il pourrait avoir au cours des prochains mois. Comme au moment du référendum de 1992 sur Maastricht, dans le cadre des discussions sur les formes politiques vers lesquelles la Communauté européenne devrait

évoluer, tout va être fait pour tenter d'enfermer la classe ouvrière et la jeunesse étudiante et lycéenne dans une alternative, dont les deux termes signifient leur alignement derrière des fractions données du capitalisme français, dans le cadre d'alliances politiques ordonnées autour, ou incluant, des hommes et des partis représentatifs de la bourgeoisie.

Il existe pourtant une perspective et des mots d'ordre, à l'aide desquels une réponse correspondant aux nécessités et aspirations de la classe ouvrière et de la jeunesse peut être donnée aux questions incontournables que sont l'enchevêtrement profond entre l'économie française et

celle des pays voisins d'Europe ; le poids toujours pesant des États-Unis sur l'économie et la politique européenne ; la résurgence de la question nationale sous les formes qui traduisent tout sauf l'intérêt des masses laborieuses dans les pays où elle s'exprime le plus dramatiquement. Cette perspective est celle du combat politique pour construire face à l'Europe de la bourgeoisie, non pas une «Europe des luttes», bien floue, mais les États-Unis socialistes d'Europe, en tant qu'instrument politique répondant aux besoins pressants des salariés et de la jeunesse .

La nécessité de rouvrir la discussion autour de cette perspective et de populariser ce vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier, dont l'actualité est totale, est d'autant plus grande que les hommes politique, les journalistes et les experts ne sont pas les seuls à avoir cherché à montrer le lien entre les grèves et le mouvement social et la question de l'Europe. Le rapport a également été établi par la classe ouvrière. Parmi les faits les plus significatifs des grèves de novembre-décembre figurent les messages de solidarité, souvent accompagnés d'une solidarité financière, et parfois apportés par des délégations ouvrières et syndicales, que les salariés de la SNCF de tel ou tel grand dépôt ou grande gare, mais aussi les enseignants de certains lycées, ont reçus de leurs collègues d'Allemagne, de Belgique, d'Angleterre (pour ce qui est du nord de la France sur laquelle nous avons toutes nos informations), ainsi que de l'accueil extraordinairement enthousiaste que ces messages ont suscité dans les assemblées de grévistes. C'est sur cet élément qu'il faut prendre appui, car c'est ainsi principalement que l'internationalisme ouvrier peut cesser en Europe d'être

une abstraction pour devenir une idée immédiatement saisissable.

**CESSER DE S'ALIGNER  
SUR TELLE OU TELLE  
FRACTION DU CAPITAL  
FINANCIER FRANÇAIS**

Le capital financier français et ses composantes véritablement «globales», c'est-à-dire les grandes banques, BNP, Crédit Lyonnais, Crédit Agricole ; les banques d'investissement Lazard, Suez et autres Paris-Bas ; les grands groupes industriels français transnationalisés, Elf, Thomson, Pechiney, Rhône-Poulenc, la Lyonnaise des Eaux, etc. sont parties constitutives sans réserve du capital financier mondial. Même si leurs positions sont souvent très vulnérables et les pressions exercées par leurs concurrents de plus en plus fortes, ces groupes ont participé à l'élaboration des mesures de libéralisation et de déréglementation ou ont appuyé leur mise en œuvre, parce qu'ils ont tout à y gagner de leur point de vue. Il suffit d'écouter les PDG français s'exprimer sur les radios d'affaire (par exemple LCI ou Radio Classique entre 19h et 20h 30) pour comprendre que leur credo est le même que celui exprimé par le PDG d'un groupe helvético-suédois : «Liberté pour mon groupe de s'implanter où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales.» C'est cette appartenance au capital financier mondial qui dicte au capital financier français et à ses représentants politiques la nécessité d'es-

sayer d'en finir avec les acquis sociaux, battus en brèche mais encore debout, qui ont résulté de décennies de combat de la classe ouvrière. Les forces politiques qui agissent pour le compte du capital financier seraient obligées d'agir comme elles le font, tenter de faire passer les «réformes» organisant le démantèlement des acquis sociaux, que la Communauté européenne existât ou non, que le traité de Maastricht ait été signé ou non.

Prétendre par conséquent que c'est contre «Bruxelles» et les critères de convergence que le mouvement social combattait, c'est chercher à occulter que c'est contre une politique dictée par les besoins du capital financier français dans son mouvement de mondialisation que la grève se dressait. Lorsque de larges pans des manifestations de décembre ont scandé «Retrait du plan Juppé» ou «A bas le plan Juppé», mais aussi «Juppé démission» et «A bas le gouvernement Juppé», ils manifestaient (dans beaucoup de cas très consciemment) à la fois contre celui-ci comme tel et contre le capital financier français et les orientations «néo-libérales» que celui-ci a adoptées au même titre que le reste de l'impérialisme mondial. La majeure partie de la direction du Parti Socialiste appelle les salariés et la jeunesse à s'adapter à la «mondialisation» et à ses impératifs. De même, le seul souci de Nicole Notat et d'une large partie de la CFDT est «d'accompagner» ce processus. En se rendant à Davos, en Suisse, à la plus prestigieuse et luxueuse rencontre de tous les personnages qui comptent dans l'ordonnement de la politique mondiale du capital financier, pour expliquer qu'il faut «ménager les transitions et faire attention au social», Marc Blondel a accepté, ne fût-

ce que le temps d'un colloque, de se situer sur le même terrain, ce qui ne peut qu'aggraver les «tournis» chez les salariés qui se sont syndiqués à Force Ouvrière à l'issue de la grève. Louis Viannet, quant à lui, lorgne, avec la direction du PCF, du côté de ceux qui défendent une politique qui serait «nationale» tout en restant capitaliste de part en part. C'est là le sens également d'une partie des commentaires, dont ceux de l'Humanité, liant la grève et le mouvement social à l'Europe. Ici la désignation du Traité de Maastricht et des critères de convergence comme moteur de la politique économique française visait et vise toujours à faire des salariés, des chômeurs et des étudiants qui ont participé au mouvement, la force d'appoint du camp des «anti-maastrichtiens». Il n'est pas indifférent que «l'anti-maastrichtien» Philippe Seguin, qui est aussi l'un des «recours» politiques de la bourgeoisie en cas d'aggravation de la crise de gouvernement, puisse se targuer d'être le seul dirigeant politique de tous les partis ayant une représentation parlementaire, à être allé discuter avec les cheminots en grève. La présence du PDG de Peugeot dans le camp de ceux pour lesquels le fautif serait «Bruxelles» tient au fait que son groupe (comme bien d'autres) n'est pas un groupe mondialisé au même titre que ceux dont il a été question plus haut, et qu'il est donc prêt à faire alliance avec tous ceux qui prônent différentes variantes de nationalisme économique. Les ouvriers de Peugeot savent pourtant que Calvet a tout fait depuis quinze ans pour accroître le degré d'exploitation, briser leur résistance, disloquer leurs collectifs de travail, dresser les «vieux ouvriers» contre ceux des technologies nouvelles. Personne n'a besoin de leur expli-

quer le contenu politique et social de l'alliance que le PCF prône avec leur PDG.

Pour les représentants politiques de la bourgeoisie française et les patrons qui s'expriment publiquement, le débat sur les critères de Maastricht est évidemment un débat historique, puisqu'il porte d'un côté sur le type de résistance qu'il faut offrir (ou non) à la pression américaine, et de l'autre sur la nature de ses rapports avec la bourgeoisie allemande, très exactement son degré de dépendance à l'égard de celle-ci.

#### LA MONNAIE UNIQUE ET LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE «INDÉPENDANTE»

La parité du franc avec le mark a déjà signifié depuis plusieurs années l'alignement de la politique monétaire financière française sur celle de la Bundesbank. La monnaie unique institutionnaliserait cet alignement et le rendrait «irréversible». Mais l'alternative, rétorquent les partisans de cette politique dont Jacques Delors est plus que jamais l'un des chefs de file, est l'acceptation de voir «le dollar jouer le rôle de monnaie unique». Pour le capital financier allemand, il s'agit essentiellement d'arriver plus vite, et avec plus de garanties institutionnelles et politiques, à la constitution d'un ensemble financier qui est déjà largement dessiné sous les contours d'une zone mark dont l'économie allemande est le centre. Le but est effectivement de contester, sur le champ clos du capital financier mondial, l'hégémonie du dollar. Alors que le produit national des États-Unis représente «seulement» 25 % du produit mondial, plus de 60 % des

échanges commerciaux mondiaux sont toujours effectués en dollars. Plus significatif encore est le pourcentage des transactions sur les marchés financiers mondialisés qui sont libellés en dollars. Dans le cas du marché des changes, le chiffre est supérieur à 80 % des transactions. La répartition des actifs financiers mondiaux montre que plus de 50 % sont «domiciliés» aux États-Unis. Pour le capital financier allemand, la monnaie unique sous contrôle d'une banque centrale «indépendante», c'est-à-dire répondant aux sollicitations du capital financier et non à celles des instances politiques (comme cela a commencé à être le cas avec «l'indépendance» de la Banque de France), permettrait d'unifier les places financières aujourd'hui dispersées du fait des monnaies distinctes, de multiplier le nombre et la variété des «instruments financiers» offerts aux investisseurs financiers et d'attirer ainsi une partie des grands fonds qui opèrent encore de préférence aux États-Unis. Ce serait aussi une façon «pacifique» de forcer les États-Unis à cesser de financer leur colossale dette publique sur le dos des autres économies capitalistes, en les mettant «à jeun» financièrement par le biais de ce détournement vers le marché financier européen «unique» d'une partie des fonds qui se placent aujourd'hui en titres publics américains.

Des secteurs importants du capital financier français, bancaire mais aussi industriel, y voient leur intérêt également. Aujourd'hui encore, dans un certain nombre de domaines industriels clefs (l'aéronautique, l'armement, le gros équipement de télécommunication, etc.), les échanges sont libellés en dollars et donnent aux industriels américains, avec un

dollar très bas, un avantage concurrentiel très fort qui s'ajoute à tous ceux relevant de leur position d'impérialisme dominant au plus strict sens politique. On estime que, mesuré en termes de sa «parité de pouvoir d'achat» interne, c'est-à-dire du prix auquel la main-d'œuvre et les autres coûts de production locaux sont payés, le dollar est sous-évalué d'au moins 20 %. Il est très difficile de «concourir» avec l'impérialisme américain dans l'aéronautique ou les équipements de télécommunication du fait de ce différentiel énorme.

La monnaie unique a donc pour but de régler de façon «pacifique» des questions relevant des rapports et de la concurrence inter-impérialistes (pour autant que les États-Unis et leur subordonné européen, le capital financier et le gouvernement britannique, le permettent, car les anglais jouent dans ce domaine, comme dans tant d'autres, le jeu des américains, de sorte que c'est effectivement leur point de vue qui est exprimé par le Financial Times ou The Economist). Mais elle représente la soumission au talon de fer du capital financier, certes «européen», pour les ouvriers et paysans d'Europe. Car les implications sont analogues à celles qu'ont eu pour ces mêmes classes sociales la réunification allemande : échange d'un mark de l'Est contre un mark de l'Ouest (donc un bénéfice pour tous ceux qui avaient pu accumuler), mais parallèlement l'établissement de différentiels de salaires de 30 à 50 %, restructuration, fermetures et mises en vente des usines, avec un bond qualitatif dans le niveau du chômage. Pour la fraction la moins concentrée de l'industrie et de l'agriculture françaises ou italiennes, mais pour la quasi-totalité de celles de l'État espagnol ou du Portugal (où les seuls «gagnants»

seraient les intérêts financiers), les implications de la monnaie unique sont identiques, avec en prime l'absence totale ici de toute contrainte politique, qui forcent le capitalisme allemand à aider à combattre au plus vite les effets de cette nouvelle «unification» par des injections massives de capitaux.

La monnaie unique aurait également pour résultat de renforcer la capacité financière permettant aux grands groupes industriels de délocaliser, à l'aide d'une «monnaie forte», leurs sites de production vers les pays d'Asie du Sud-Est où la main d'œuvre peut être exploitée sans crainte et où il y a des marchés possédant, comme la Chine qui s'intègre dans l'économie impérialiste mondiale, des «réserves de croissance» résultant des transformations opérées dans le cadre de l'économie planifiée et des appétits de «modernité» des couches de la bureaucratie qui ont accumulé sur le dos des ouvriers et des paysans. Voici donc que des idéologues nous vantent la «fin de la domination européenne» et la nécessité pour les peuples européens de comprendre que leur niveau de vie devrait baisser au nom de la fin de «l'arrogance européenne», à laquelle échapperaient comme par miracle les groupes et les banques, allemandes comme françaises, qui partent s'installer en Asie. Le Monde du 17 février a donné deux échantillons, (l'un allemand et l'autre français) de cette justification «culturelle» et très enjolivée de la nécessité de se conformer aux mécanismes de péréquation du taux de profit qui poussent les groupes à aller investir là où l'exploitation est la plus forcée, les marchés les plus «porteurs» et le taux de profit le plus élevé.

## DES CONCEPTIONS BIEN DIFFÉRENTES DES RAPPORTS ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE

Les partisans de la monnaie unique et du traité de Maastricht à la direction du parti socialiste expliquent, à l'exemple de Laurent Fabius, que ce serait là «la seule manière pour l'Europe d'exister face aux États-Unis». C'est la façon social-démocrate de poser la question dite «d'Europe et Amérique». Celle-ci est ouverte depuis l'intervention des troupes américaines en 1916 dans la Première Guerre mondiale et l'intervention politique pesante des États-Unis et de leur président Woodrow Wilson dans les négociations du Traité de Versailles en 1919-1920, mais elle n'a fait que s'aggraver avec la place prise par les États-Unis dans le règlement de la Seconde Guerre mondiale dans l'ordre économique et politique des conférences de Yalta et de Potsdam. Elle a surgi d'une façon toujours plus brutale à la suite de l'effondrement des régimes stalinien en Europe de l'Est et en URSS, avec la guerre du Golfe et le «nouvel ordre mondial» annoncé par Bush et James Baker. Elle pose la question de l'autonomie économique et politique de l'Europe et de sa capacité à défendre sa civilisation face à «l'américanisation accélérée du monde» pour reprendre une expression souvent utilisée. Qu'il s'agisse de la Bosnie ou du règlement d'un conflit portant sur des rochers entre la Grèce et la Turquie, au terme du XX<sup>e</sup> siècle, le rôle politique des États-Unis dans les affaires européennes est plus manifeste et pesant que jamais. Mais ce rôle exprime moins

une force intrinsèque du capital financier et de l'État américain, que l'incapacité sociale, et donc politique, des bourgeoisies européennes à définir et à appliquer les solutions politiques qui résoudraient ces questions et fermeraient aux États-Unis l'accès au continent européen au lieu de l'y inviter.

Dès son origine, la réponse à la question de «l'Europe et l'Amérique» a été indissolublement liée à celle de la capacité dont les classes ouvrières d'Europe feraient preuve à se battre pour construire les «États-Unis d'Europe». La nécessité de fournir cette issue a été formulée dans le cours de la guerre de 1914-18, comme réponse aux questions qui se posaient et se posent toujours aux nations européennes, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. C'est dans les rangs de la petite fraction de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire l'aile «zimmerwaldienne», qui s'est maintenue contre vents et marées pendant cette guerre sur le terrain de l'internationalisme prolétarien et a combattu la capitulation de chaque parti social-démocrate devant sa propre bourgeoisie au nom des intérêts supérieurs de sa propre nation (parée aux besoins de vertus politiques et «civilisatrices» supérieures aux autres), que la discussion au sujet des États-Unis d'Europe a été d'abord engagée. Léon Trotsky, alors membre d'aucune organisation politique, mais rédacteur en chef du journal *Nashé Slovo* qui regroupe pendant quelques années des militants issus de différentes fractions des partis bolchevique et menchévique, a joué un rôle particulièrement central dans la formulation de cette réponse. Dans les articles qu'il a préparés pour *Nashé Slovo*, puis publiés dans une brochure, Le programme de la

paix, Trotsky montre comment le mot d'ordre des États-Unis d'Europe répond à deux questions. Celle d'abord de l'autodétermination nationale et du cadre dans lequel des nations ayant exercé leur droit à l'autodétermination pourront ensuite vivre ensemble. Celle ensuite de l'organisation économique et donc politique des forces productives, dont le degré de développement a débordé le cadre national et a fait éclater celui-ci, et dont la maîtrise sociale ne peut se faire en Europe que sur une base européenne. Ce deuxième aspect a été repris par Trotsky en 1923 dans un article intitulé «De l'opportunité du mot d'ordre des États-Unis d'Europe», qui est paru dans *La Pravda* avant d'être publié dans le recueil *Europe et Amérique*.

#### LE SENS DES MESSAGES DE SOLIDARITÉ AUX GRÈVISTES ET DE LEUR ACCUEIL

Nous avons déjà dit que, parmi les faits les plus significatifs des grèves de novembre-décembre, figurent la solidarité militante et financière apportée aux grévistes, ainsi que l'accueil extraordinairement enthousiaste qu'ont suscité ces messages dans les assemblées de grévistes. Il est particulièrement important que ce soit d'Allemagne qu'un grand nombre de messages et l'aide financière la plus importante soient parvenus. Le sens de cet appui et de l'accueil qu'il a suscité est d'abord celui d'une solidarité qui naît non pas de la seule appartenance à une corporation commune, mais de l'identification dans un contexte politique et social déterminé de problèmes très semblables, sinon identiques, aux-

quels les salariés sont confrontés. Le contexte et les problèmes communs sont ceux des pressions exercées par le capital financier pour la déréglementation et la privatisation et la destruction des statuts, qui sont un obstacle à la précarisation et à la flexibilisation du travail. Mais leur sens est aussi celui de l'affirmation d'une appartenance commune à l'Europe, qui ne peut cependant le devenir vraiment que si les classes ouvrières d'Europe parviennent à occuper politiquement un terrain où on voudrait les réduire au mieux au rang de figurants politiques subordonnés. «La France ne peut se détacher de l'Allemagne, ni l'Allemagne de la France. Or l'Allemagne et la France constituent le noyau de l'Europe occidentale. C'est là que se trouve le nœud et la solution du problème européen». Tels sont les termes employés par Trotsky en 1923, dans un article reproduit plus tard dans *Europe et Amérique*. Leur actualité est plus grande que jamais. Ils définissent la seule issue positive à la crise qui frappe les classes ouvrières européennes, aux attaques dont elles sont l'objet, mais aussi à l'ensemble des problèmes que les classes dirigeantes ne peuvent pas résoudre parce qu'elles se situent, tout comme les États-Unis, sur le terrain de la «libre entreprise» et la «primauté du marché».

Les particularités politiques et sociales propres à chaque pays, aux formes que la lutte des classes y a prises dans le passé et aux rapports qui sont noués entre la bourgeoisie, la classe ouvrière, les directions syndicales et les partis qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière, font que la lutte de classe (la révolution étant le point le plus élevé que celle-ci puisse atteindre) est nationale dans sa forme. Elle l'est aussi bien

par les institutions auxquelles elle se heurte immédiatement, c'est-à-dire le gouvernement, l'appareil d'État ; par ses rythmes, le moment auquel elle se déclenche ; par les moyens dont la classe ouvrière se saisit dans sa lutte. Quel que soit le degré d'interdépendance économique et politique résultant de l'internationalisation des forces productives, il ne peut pas en être autrement. Par contre, plus le degré de l'interdépendance économique et politique est grand, plus se pose tôt dans le développement d'une critique de la lutte des classes (dont on sait par l'expérience historique qu'elle s'étire sur une période faite de nombreux mois sinon d'une ou plusieurs années) la question de la conscience qu'a le mouvement social en passe de devenir révolutionnaire d'être international dans ses implications, ses débouchés, son contenu. C'est de cette façon qu'il faut comprendre l'enthousiasme avec lequel les grévistes ont accueilli les messages de leurs collègues européens, allemands en particulier. C'est cet accueil qu'il faut fortifier et diriger vers une vision ouverte, progressiste, anti «social-patriote» de l'Europe : c'est là l'enjeu de la notion des États-Unis d'Europe et l'intérêt de comprendre la méthode des textes de Trotsky.

**UNE PASSERELLE  
INDISPENSABLE  
POUR RENDRE  
À L'INTERNATIONALISME  
UN CONTENU**

Ainsi que nous avons commencé à le voir plus haut, la désignation de «Bruxelles», de «Maastricht», comme l'ennemi contre lequel les luttes

doivent se diriger a deux implications : dédouaner le gouvernement français du moment, lui apporter une caution au moins partielle en déplaçant les responsabilités pour son action en défense des intérêts du capital financier français vers Bruxelles et Francfort, mais aussi nourrir le «social-patriotisme» et l'illusion totalement réactionnaire que les problèmes auxquels la classe ouvrière, les chômeurs, les jeunes se trouvent confrontés pourraient trouver une solution sur le terrain national. Autant la lutte des classe est nationale dans sa forme, autant le cadre dans lequel une solution durable, une issue autrement que provisoire, aux agressions du capital financier, pourrait être trouvée n'est plus national : il est européen.

On m'objectera sans doute que ce n'est qu'à l'échelle mondiale que le capitalisme peut être définitivement battu, et des solutions adéquates trouvées et appliquées aux problèmes de l'humanité, notamment tous ceux qui assaillent les masses opprimées du «Tiers Monde». C'est indiscutable, mais cela n'est pas contradictoire avec des solutions de transition ; c'est même aujourd'hui l'unique manière de les aborder et de donner une forme compréhensible à des problèmes qui, autrement, sont hors de portée de l'action d'une classe ouvrière seule. L'unique cadre dans lequel l'internationalisme ouvrier peut cesser en Europe d'être une abstraction pour devenir une idée immédiatement saisissable, est le cadre européen. C'est pourquoi la question de l'Europe est un enjeu majeur.

Elle l'est indépendamment de la «construction européenne», entreprise depuis la mise en œuvre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (la CECA), du Traité

de Rome, de l'Acte unique, enfin du Traité de Maastricht, puisque c'est depuis quatre-vingts ans que la question des États-Unis d'Europe est posée. Mais elle l'est aussi en raison d'un certain nombre d'aspects irréversibles nés de cette construction, comme de la manière dont les bourgeoisies européennes les ont résolus. Depuis la création du Marché Commun, le degré d'ouverture de la France au commerce international a plus que doublé. Il est passé de moins de 20 % du produit intérieur à plus de 40 %. Plus des deux tiers de ce commerce se font avec l'Europe, dont 20 % avec la seule Allemagne. La situation est semblable avec les investissements directs : plus des deux tiers se font avec l'Europe, dont 20 % en direction de l'État espagnol. On peut donc dire que «l'union douanière» a été réalisée depuis que Trotsky écrivait son article de 1923, mais il s'agit d'une union douanière placée sous le signe du néo-libéralisme, donc sans défense face à l'extérieur et aux États-Unis en particulier. «L'Europe» de ce fait est une entité qui est réduite essentiellement à un marché unique pour les capitaux et les marchandises, totalement ouvert au capital financier (industriel ou financier pur) américain et japonais. Son centre politique, administratif et juridique se sert de ses pouvoirs circonscrits essentiellement pour œuvrer, à la demande des pays, à la mise en conformité des institutions et des droits internes avec les traités mondiaux établis par les diverses composantes mondiales du capital financier et à la généralisation des politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation qui sont celles du «modèle néo-libéral» que toutes les bourgeoisies ont embrassées quelles que soient les réticences de certains secteurs. C'est

pourquoi on se trouve de nouveau dans des conditions politiques qui donnent une actualité totale aux termes utilisés par Trotsky lorsqu'il évoque l'urgence de «la coopération la plus étroite des peuples d'Europe, seul moyen de sauver notre continent de la désagrégation économique et de l'asservissement au puissant capital américain».

Au plan politique, la conscience populaire associe indéniablement la construction européenne avec la paix entre la France et l'Allemagne, cette paix qui a fait suite à trois guerres meurtrières en soixante-dix ans. Les forces politiques bourgeoises et pro-bourgeoises qui ont appelé à voter «oui» au référendum de septembre 1992 sur Maastricht ont gagné pour avoir réussi à capitaliser les voix de centaines de milliers de travailleurs et d'étudiants, qui ont voté par rapport à la question de la paix et d'une unité politique auxquelles ils aspirent, et non par rapport aux objectifs économiques et financiers du Traité. Mais au plan politique, «l'Europe» est aussi cette entité honteuse à laquelle son incapacité à se dresser face à l'Amérique, combinée avec la défense par chaque bourgeoisie de ses mesquines «zones d'influence», interdit d'exercer la moindre influence politique civilisatrice, même sur son propre continent, ainsi que les événements de l'ex-Yougoslavie et de Bosnie en particulier l'ont si clairement montré. Tout ce que Trotsky écrivait au sujet des ambitions politiques propres de chaque bourgeoisie et des rivalités entre elles, y a été illustré tragiquement jour après jour, la préoccupation première de chaque «grande puissance» européenne ayant été de reconstituer sa zone d'influence propre, l'Allemagne appuyant la Croatie et la France la Serbie,

quelles qu'en soient les conséquences. On est donc aussi loin que jamais du point où les nations cesseraient, comme le dit Trotsky «d'être des groupements économiques [...] liés par des limites d'État» (lesquelles incluent souvent l'oppression interne de minorités nationales dont l'État espagnol est un exemple notable mais non limitatif) et séparées ou opposées entre elles économiquement, pour ne plus être que «des groupements culturels (reposant sur une langue, une histoire, des traditions communes)».

#### LES ÉTATS-UNIS

#### SOCIALISTES D'EUROPE

#### COMME TÂCHE URGENTE

Le service public, a dit en substance Pierre Bourdieu dans son intervention à la gare de Lyon en décembre, a été partie constitutive avec l'école publique et une forme déterminée d'enseignement universitaire, d'une civilisation (celle de «la République») qu'il faut défendre face à la volonté que les néo-libéraux manifestent de la liquider. La volonté de trouver le terrain d'un combat commun suppose une caractérisation plus précise. «La civilisation» qui est aujourd'hui menacée dans son existence était capitaliste. Même l'école laïque que la bourgeoisie veut aujourd'hui détruire parce que, à l'instar du capitalisme américain, elle n'a plus besoin de main d'œuvre éduquée, hautement formée, et de ce fait instruite et revendicative, a été pendant longtemps (ainsi que des travaux de Bourdieu l'ont montré autrefois), un rouage de la reproduction du mode de production capitaliste et d'élites dont une fraction était intégrée par la bourgeoisie par la voie des grandes

écoles. Mais contradictoirement avec ce fait, beaucoup des institutions de cette «civilisation de la République» dont le service public est un élément central, sont nées à l'occasion de très grands combats de la classe ouvrière et n'auraient pas vu le jour sans ceux-ci, même si elles ont aussi servi les desseins du capitalisme français. Certaines ont été constituées avec des objectifs politiques précis : donner une réponse réformatrice à la lutte des classes dans des périodes de crise révolutionnaire (en 1936, en 1945-47) ; domestiquer le capitalisme dans son fonctionnement, le rendre plus juste mais aussi, dans les conditions d'une époque, plus efficace ; enfin contenir la lutte des classes dans les limites du capitalisme en donnant aux ouvriers et à leurs enfants une perspective réelle d'amélioration de leur condition et même «d'ascension sociale».

Aujourd'hui c'est toute une période de l'histoire sociale qui prend fin sous la pression du capital financier, dont les contradictions et les impasses, et la volonté qu'il a de préserver ses intérêts quel qu'en soit le coût social et humain, menacent de nouveau, comme dans les années 30, l'existence de la société comme telle, c'est-à-dire celle de toutes les catégories sociales dont les conditions de travail et de vie ainsi que l'avenir sont subordonnés au fonctionnement de l'économie capitaliste. L'un des aspects les plus profonds des grèves de novembre-décembre a été cette conviction partagée par des millions de salariés, et pas seulement par ceux qui ont été réduits au chômage, que l'enjeu réel, au-delà des revendications directes, si décisives soient-elles, est l'avenir, le leur, mais surtout celui de leurs enfants.

Aujourd'hui, la défense des institu-

tions fondamentales de la société ayant pour fonction d'assurer la reproduction sociale, par opposition à la reproduction des rapports de domination bourgeois, ne peut plus être menée sans combat contre le mode de production capitaliste comme tel. Dans chaque pays la classe ouvrière et ses organisations syndicales engageront le combat pour les revendications élémentaires qui conditionnent la reproduction sociale de ceux dont la seule richesse est leur force de travail, en particulier : le rétablissement et l'extension d'une pleine protection-santé, avec la gratuité des soins pour les chômeurs ; l'interdiction de tout nouveau licenciement ; la réduction par voie légale de la durée du travail immédiatement à 35, sinon à 30 heures, sans diminution de salaire ; la transformation des contrats de travail à durée déterminée en postes stables ; le rétablissement de toute la législation sur le travail de nuit et le travail partiel qui a été abrogée depuis vingt ans ; le rétablissement de l'indemnisation totale du chômage ; le rétablissement des 37 ans et demi pour les cotisations retraite ; l'interdiction de toute expulsion de locataires ; la réquisition généralisée de tous les logements et locaux inoccupés ; l'arrêt des privatisations des services publics et des entreprises publiques et un programme de grands travaux d'embauche dans tous les domaines délaissés depuis vingt ans, en commençant par l'école.

## LES TÂCHES ANTI-CAPITALISTES DES

## UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Aujourd'hui les conditions économiques et politiques qui sont nécessaires pour asseoir de telles revendications ne peuvent être assurées durablement dans le cadre d'un pays isolé et ne peuvent l'être qu'au niveau européen. Le temps qu'il va falloir à la classe ouvrière et au mouvement social français pour trouver, dans le cours de ce processus dont les trois coups ont été donnés, les formes et les moyens politiques correspondant à leurs nécessités, et aux objectifs politiques et sociaux qui vont aller en se clarifiant, doit aussi être mis à profit pour accepter le mûrissement du contenu des tâches que les États-Unis d'Europe devront accomplir. «Les États-Unis d'Europe», écrit Trotsky en 1923, sont un mot d'ordre qui sous tous les rapports, correspond à celui du gouvernement ouvrier». L'un et l'autre ont le même «caractère algébrique» pour reprendre une formule utilisée par

Trotsky, c'est-à-dire que seules la lutte des classes et l'activité politique créatrice de la classe ouvrière et du mouvement social peuvent en déterminer les contours précis.

Nul ne peut dire aujourd'hui la composition du «gouvernement ouvrier et paysan» en termes des partis et des syndicats existant en France aujourd'hui, ou en termes des formes de démocratie directe qui auront pu naître des grands combats à venir. Pas plus qu'on ne peut dire si tous les pays qui formeraient les États-Unis d'Europe auraient le même type de gouvernement. Parce qu'il s'agissait d'un mot d'ordre «algébrique», Trotsky ne l'accompagnait pas, même en 1923, c'est-à-dire même après la Révolution d'octobre, du qualificatif «socialiste». Aujourd'hui, il faut le faire afin d'ôter toute confusion par rapport à telle ou telle variante bourgeoise de fédéralisme et pour souligner le caractère nécessai-

### QUELQUES TÂCHES DE LA FÉDÉRATION OUVRIÈRE ET PAYSANNE

Non seulement la question de la Ruhr, c'est-à-dire celle du combustible et du métal européen mais aussi la question des réparations rentrent parfaitement dans le schéma des «Etats-Unis d'Europe». La question des réparations est une question purement européenne et, dans la période prochaine, elle ne pourra être et ne sera résolue que par les moyens de l'Europe. L'Europe ouvrière et paysanne aura son budget des réparations, comme elle aura son budget militaire tant qu'elle sera menacée de l'extérieur. Ce budget aura à sa base l'imposition progressive des revenus et du capital, la confiscation des richesses volées pendant la guerre, etc. Sa répartition sera réglée par les organes qualifiés de la Fédération ouvrière et paysanne européen-

ne.

Nous ne ferons pas ici de prédictions sur la rapidité à laquelle se réalisera l'union des républiques européennes, ni sur les formes économiques et constitutionnelles qu'elle revêtira, non plus que sur le degré de centralisation qu'atteindra l'économie européenne dans la première période du régime ouvrier et paysan. Nous laisserons tranquillement à l'avenir le soin de régler ces questions en tenant compte de l'expérience dont dispose déjà l'Union soviétique, constituée sur le terrain de l'ancienne Russie tsariste. Mais il est évident que les barrières douanières devront être renversées. Les peuples européens doivent considérer l'Europe comme le champ d'une économie unifiée de plus en plus gérée selon un plan rationnel. (Léon Trotsky, «De l'opportunité du mot d'ordre des États-Unis d'Europe», Europe et Amérique, Editions Anthropos, page 105)



rement anti-capitaliste des tâches à accomplir. Le Parti Socialiste laisse entendre qu'il serait favorable à une «fédération d'États-nations», mais il se garde bien de prononcer le mot «socialiste». La «correspondance sous tous les rapports» des deux mots d'ordre dont parle Trotsky signifie aujourd'hui qu'il est illusoire de considérer qu'il pourrait y avoir un processus «par étapes», d'abord le gouvernement ouvrier en France, «ensuite» l'appel par celui-ci aux classes ouvrières des pays voisins de construire les États-Unis d'Europe. Je pense qu'aujourd'hui le combat pour le gouvernement ouvrier ne deviendra crédible pour la classe ouvrière et la jeunesse en France que s'il répond dans le même mouvement à la question de l'Europe, donc seulement s'il intègre la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. Mais comme la perspective du gouvernement ouvrier ne va pas se concrétiser indépendamment d'un processus politique long, la classe ouvrière dans son mouvement aura tout le temps nécessaire pour assimiler la «correspondance sous tous les rapports» des deux mots d'ordre. L'autre aspect du «caractère algébrique» concerne la forme politique précise que les États-Unis socialistes d'Europe pourront revêtir. Le mot d'ordre est compatible avec plusieurs formes d'organisation : une association lâche, la forme confédérale ou la forme fédérale qui est celle que Trotsky désignait comme la plus apte à régir les relations des classes ouvrières et des peuples européens entre eux (voir l'encadré). Mais l'essentiel, ce sont les tâches que cette forme politique centralisée accomplirait.

Cette citation a aujourd'hui surtout une valeur méthodologique, mais elle donne des indications impor-

tantes. Ces tâches sont celles qui seraient nécessaires, précisément pour donner des assises stables à la mise en œuvre des mesures de sauvegarde élémentaires des conditions de reproduction sociale des salariés et de la jeunesse du type énumérées plus haut, prises dans chaque pays par des gouvernements contrôlés par la classe ouvrière. On y trouverait par conséquent l'établissement d'une protection financière et commerciale extérieure rigoureuse dans le domaine des investissements et des échanges ; le rétablissement du contrôle des mouvements de capitaux ; l'expropriation et l'étatisation du système bancaire à l'échelle européenne et le contrôle des opérations par les salariés de la banque ; sur cette base, la création de la monnaie unique deviendrait un instrument d'organisation de la production et des échanges au service des producteurs associés à l'échelle des États-Unis socialistes d'Europe ; l'élaboration d'un budget commun établi sur la base d'une fiscalité frappant les revenus élevés qui permettrait la construction de services publics proprement européens et le financement de grands travaux à l'échelle européenne ; le budget commun assurerait une véritable politique de l'environnement et les moyens d'en imposer la mise en œuvre.

L'importance que revêt et que revêtira la question militaire, aussi longtemps qu'il restera un vestige du système impérialiste, signifie que les États-Unis socialistes d'Europe seront obligés d'avoir leur budget et leur politique militaires.

On trouve certains de ces points dans la brochure que la Gauche Socialiste a publiée en préparation de la Convention nationale du PS. Mais on reste perplexe sur la présentation qui

en est faite. Le document en appelle par exemple à «l'Europe des Lumières», comme source d'inspiration majeure qui pourrait servir d'appui à une «Charte des droits fondateurs» d'un nouveau traité (puisque celui de Maastricht est déclaré par ce courant comme étant «mort», un peu comme le fait Calvet dans ses interventions récentes...). Le recours aux «Lumières» est des plus bizarres, car les «droits fondateurs à proclamer» quand on les lit, ont leurs origines à peu près sans exception dans les combats du mouvement ouvrier européen depuis Babeuf jusque dans les années 1980, dans les écrits des théoriciens socialistes et anarchistes et dans les programmes des partis socialistes et communistes. Et puis s'agit-il simplement de «droits à proclamer» dans une «charte» (le préambule des républiques françaises est empli de «droits» non réalisés, y compris le préambule de la V<sup>e</sup> auquel le texte que Pierre Bourdieu a signé en tête a eu la faiblesse et l'opportunisme d'accepter de se référer), et non pas d'un programme pour lequel se battre dans les mobilisations à venir, avant que celui-ci ne devienne les mesures que les États-Unis d'Europe mettront en application comme État, en s'appuyant sur les salariés et la jeunesse mobilisés sur leur lieu de travail, d'études et de résidence. Définis comme revendications et programme de gouvernement, et accompagnés de l'engagement de les mettre en œuvre sur la base de l'intervention directe des salariés, beaucoup des points de la «charte» correspondent effectivement au programme d'urgence que la situation des salariés et des opprimés de tout ordre exige. Sans cet appel à l'intervention directe des salariés dans leur mise en œuvre, ces «droits» demeureront des vœux pieux et le docu-

ment de La Gauche Socialiste une lame sans couteau, un simple exercice de Convention du PS, dont la classe ouvrière et la jeunesse pourraient se passer.

La perspective des États-Unis socialistes d'Europe est-elle «utopique»? Elle ne l'est ni plus ni moins que l'ensemble des questions que les grévistes ont discutées dans les piquets de grève et les assemblées générales lors du mouvement de novembre-décembre. Celui-ci a été marqué par une dynamique d'un type à la fois classique et oublié, dans lequel, à mesure que le mouvement collectif a pris confiance en lui et commencé à avoir conscience de sa force, les grévistes et tous ceux qui se sont joints à eux ont commencé à entrevoir des possibilités d'issues et de solutions auxquelles ils n'avaient pas pensé jusqu'alors ou depuis longtemps, tellement l'avenir semblait fermé. Puisque grâce aux réserves de «spontanéité» et de «créativité» enfouie dans le profond de la conscience individuelle et collective de la classe ouvrière et de tous ceux qui ont conservé la perspective du combat pour le socialisme, l'avenir a commencé de nouveau à s'ouvrir, et à «l'indicible» de pouvoir de nouveau être exprimé, c'est dès maintenant que ce mot d'ordre si riche et si actuel doit être réapproprié. n